

CIBLE

Déclaration

Respectueux des lois non-écrites de l'hospitalité, fidèles à la tradition multiséculaire du droit du sol, nous n'avons cessé de combattre, sous tous les gouvernements, les lois xénophobes et les conceptions racistes qui les inspirent peu ou prou. C'est ainsi que la Nouvelle Action royaliste a fait campagne contre le projet de réforme du code de la nationalité en 1986 et contre les lois Pasqua en 1993 et depuis.

C'est avec la même volonté de défense de nos valeurs fondamentales et de nos principes juridiques traditionnels que nous nous opposons au projet de loi Debré, qui tend à considérer tout étranger comme un suspect, et qui cherche à imposer en France un système de délation généralisée.

Nous nous associons, de coeur et d'esprit, à tous les appels à la résistance. Nous participons au mouvement de désobéissance civile. Nous demandons aux lecteurs de *Royaliste* et aux militants de La Nouvelle Action royaliste de se joindre aux manifestations destinées à faire échec à la politique xénophobe du gouvernement.

Le Comité directeur de La Nouvelle Action royaliste et les rédacteurs de *Royaliste*

ÉTATS UNIS

Arrogance américaine

Entretien

**Jean
Charbonnel**

p. 6/7

Outre-mer

**Nouvelle
Calédonie**

p. 4

Une logique déshonorante et suicidaire

A Vitrolles la victoire du « F'Haine » ne fut pas une surprise. Elle ne laisse pourtant pas d'inquiéter. Majorité actuelle et opposition semblent incapables de penser la riposte.

La victoire du Front National à Vitrolles est la marque, s'il en était besoin, que le parti de Jean-Marie Le Pen s'enracine toujours plus profondément dans la vie politique française, et que la peur d'une victoire de l'extrême-droite n'est plus un motif suffisant pour retenir les électeurs. La liste socialiste qui annonçait, en cas de victoire du Front National, « *le décès de la liberté et de la démocratie* » l'a appris à ses dépens. N'avaient-ils donc rien de plus positif à dire ? Robert Hue était plus lucide quand il déclarait qu'en votant Front National les électeurs rejetaient « *dans un cri de colère (...) les dirigeants qui ne tiennent pas leurs promesses (...) et la politique faite de surdité et d'arrogance* ».

Certes, Hue a cent fois raison : le Front National n'est que le produit de l'impuissance de la classe politique traditionnelle - droite et gau-

che unies dans la même incurie - à jouer sa fonction de médiateur de la vie sociale en assurant la finalité du politique : établir les conditions de la justice et de la liberté. Oui, le vote Front National est avant tout un vote-sanction et le fait qu'il atteigne ses meilleurs scores dans des élections locales, donc sans risque national, le montre davantage.

Mais il est devenu aussi - son enracinement le montre - un vote positif. Une part de l'électorat espère maintenant dans un parti qui a pour lui de n'avoir jamais été un parti de gouvernement (mais que la possession effective de municipalités a en quelque sorte banalisé et rendu « responsable » aux yeux des électeurs) et qui sait désigner des ennemis clairs et simples (l'immigré, la mondialisation, l'Europe, quinze ans de prétendu socialisme que Chirac ne ferait que poursuivre) ce qui lui permet de faire l'économie d'un projet politique

précis et défini : il donne l'illusion que les ennemis écartés, les solutions pourront intervenir. C'est cette illusion, et donc cette imposture du Front National, qu'il faut combattre.

Alain Juppé - qui s'aperçoit bien tardivement du danger droitiste pour la majorité actuelle - est bien mal placé pour cela. Quand on banalise les thèses de l'extrême-droite, et qu'on essaie de plaire à son électorat (alors que celui-ci dans sa grande majorité ne sait pas ce qu'il veut d'une manière précise, hormis sortir de l'impasse actuelle), quand par conséquent, comme avec le projet de loi Debré sur l'immigration actuellement en discussion, on laisse un des thèmes favoris de Le Pen devenir un enjeu de politique nationale, comment se plaindre que l'électorat se tourne vers le Front National ? Le Pen fera toujours mieux sur son propre terrain.

En outre ce projet Debré est

scandaleux sur le plan des principes républicains. Il ajoute des mesures encore plus restrictives visant les immigrés présents en France et tend aussi, avec les modifications d'obtention des certificats d'hébergements et l'obligation de déclaration à la mairie du départ de l'hôte étranger, à instaurer un fichier municipal des hébergeants (et ce malgré l'hostilité de l'Association des maires de France), donc à fichier les (mauvais ?) Français. Le Pen est-il donc déjà au pouvoir ? Or l'ironie veut que le jour même où eut lieu le débat au Sénat sur ce projet, l'Institut National d'Études Démographiques (INED) publiait un rapport sur le rôle de l'immigration en France depuis la guerre. On y apprend qu'elle a assuré 40 % de l'accroissement démographique depuis la fin de la guerre mais aussi que notre pays, par son intensité de brassages des populations, perd vite « la trace démographique » de l'immigration (1) : le projet Debré, on le voit, va aussi dans un sens contraire à la réalité nationale. Mais ce projet est, en plus, stupide sur le plan politique : c'est encore une fois accepter de se soumettre à la logique politique du Front National. Décidément, Juppé (et le falot Debré) manquent terriblement à la fois d'honneur républicain, et de simple... bon sens politique. Il est vrai qu'ils ne semblent pas avoir davantage de projet à proposer aux Français que les socialistes !

Axel TISSERAND

(1) Un Français sur quatre a un grand-parent d'origine étrangère.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (105 F) ☐ six mois (195 F) ☐ un an (290 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Une logique déshonorante et suicidaire - p.3 : Priorités en alternance - Tout va très bien - p.4 : Nouvelle Calédonie : Quelle indépendance ? - p.5 : La fonte des neiges - p.6/7 : A la gauche du Général - p.8 : Marxisme - L'honneur retrouvé de La Rocque - p.9 : Pensée unique - p.10 : De l'œillet vert à la prison - Parler vrai - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Face à l'impérialisme américain.
RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Priorités en alternance

Réduire le chômage des jeunes, c'est pour le gouvernement, créer un nouveau cercle vertueux qui redonnerait aux Français confiance dans l'avenir. C'est aussi le cruel constat d'une incapacité à résoudre le problème global du chômage, mais surtout un vilain mensonge.

Moins d'un an après le premier « sommet jeunes », M. Juppé a réuni, le 10 février à Matignon, treize ministres et une soixantaine de représentants patronaux, étudiants, syndicalistes. L'objectif de cette nouvelle conférence nationale pour l'emploi des jeunes, était de « doper toutes les formules d'alternance ». Ceci pour donner une véritable expérience professionnelle à une génération qui se sent sacrifiée et dont 25 % est au chômage.

Les résultats de la conférence sont sans surprise, les participants ont surtout réussi à désamorcer le dossier des stages « diplômants ». Ceux-ci, rebaptisés « unité de première expérience professionnelle », seront réduits à quatre mois et demi au minimum et s'intégreront dans le cursus universitaire. Une « charte » signée par les entreprises, les universités et les étudiants devrait éviter les dérapages. Ce que les patrons ont ainsi perdu en main-d'œuvre bon marché, sera récupéré par le développement de la formation en alternance. Le CNPF a, en effet, promis une augmentation de 20 % des contrats d'apprentissage et de 35 % des contrats de qualification. Bel effort puisque la prime au contrat de qualification va être rétablie...

Également, un fonds national pour l'emploi des jeunes

financera les initiatives venant de contrats entre l'État, les collectivités locales et les organismes consulaires. Deux formules de stages professionnels seront créées pour inciter les jeunes à s'expatrier. L'ANPE, enfin, recevra les jeunes chômeurs de longue durée pour leur proposer des orientations.

L'effort du gouvernement porte donc sur une meilleure adaptation de la formation au marché du travail en constante évolution. Cependant on peut se demander si c'est là une véritable solution que de préparer les jeunes à la précarité, plutôt que d'entamer une véritable réflexion sur la crise de l'emploi. Impuissant à trouver des solutions d'ensemble, et les élections approchant, M. Juppé se fixe donc des objectifs plus modestes. Mais que l'on ne s'y trompe pas, l'effet « psychologique » escompté se ressentira certes chez le jeune qui aura trouvé du travail, mais pas chez l'actif plus ancien de qui il aura pris la place. Autrement dit, seule la répartition du chômage change, à une différence près : si le jeune a plus de chance de trouver un emploi, l'actif plus vieux aura, de plus en plus, la certitude de ne plus jamais pouvoir en trouver. Le gouvernement déplace donc le problème à sa guise, mais celui-ci reste entier.

Remi TISSOT

Tout va très bien !

Les patrons et les boursiers sont contents, les ménages ont meilleur moral et la cote de confiance du gouvernement s'améliore. En plus, c'était Carnaval !

Dans un pays où, pendant des années, personne n'a vu s'accumuler les pertes du Crédit Lyonnais (entre autres exemples), il est possible, paraît-il, de mesurer avec précision la confiance des Français.

Ainsi, nous avons été ravis d'apprendre, à la mi-février, que l'indicateur de l'INSEE enregistrait une moindre morosité : après une chute à - 40 en décembre 1995, le baromètre serait remonté à - 30 en janvier dernier. C'est beau, la science !

Comme une bonne nouvelle ne vient jamais seule, nous enregistrons avec plaisir l'amélioration du moral des chefs d'entreprise, la hausse du dollar, de la livre et de la lire (qui va favoriser nos exportations), l'excellente santé des entreprises françaises (le taux d'autofinancement est de 112 % en 1996), la baisse des taux d'intérêts à court terme (taux d'appel d'offres à 3,10 % le 30 janvier) et à long terme (le taux des emprunts d'État était à 5,40 % le 11 février, ce qui ne s'était pas vu depuis 1965). Et la Bourse, en hausse de 27 % depuis septembre, a connu le 30 janvier une journée historique puisque l'indice CAC 40 a dépassé pour la première fois les 2 500 points. C'est vous dire l'ambiance d'enfer qui règne dans le monde de la finance, où l'on se moque des

rabat-joie qui soulignent quatre phénomènes inquiétants :

- la tension sociale : après les vingt jours d'occupation du Crédit foncier (terminée à l'avantage du personnel), la grève des conducteurs d'autobus dans plusieurs grandes villes de province, l'agitation dans les hôpitaux et la colère des fonctionnaires qui seront en grève le 6 mars.

- l'affaiblissement constant de la part de la France dans les exportations européennes (de 9,1 % en 1992 à 8,5 % en 1995), qui montre que les résultats positifs de notre commerce extérieur sont en partie provoqués par la réduction des importations (faute de demande suffisante).

- le résultat négatif pour 1996 de l'investissement des entreprises (- 0,2 %) après un redressement en 1995 (+ 4,3 %). Les entreprises utilisent les profits pour investir à l'étranger, pour spéculer, mais refusent d'investir en France : pariant sur une croissance molle ou nulle, les patrons ne renouvellent pas leurs équipements (et se gardent d'embaucher) et comptent sur une flexibilité accrue pour répondre aux caprices du marché. Point étonnant, dès lors, que l'INSEE prévoie que le chômage concernera cette année 13 % de la population active, contre 12,7 % en 1996. Tout va bien, vraiment ?

Sylvie FERNOY

BRÈVES

♦ **ESPAGNE** : En quelques semaines, les confessions inédites de la reine Sophie, rassemblées par la journaliste espagnole Pilar Urbano sous le titre « *La Reina* », ont grimpé à la première place des ventes de librairie en Espagne avec trois cent mille exemplaires. Lassée d'être réduite à la définition donnée par le roi de « grande professionnelle », la reine a voulu corriger l'image que le public a d'elle. « *Ma vie, c'est la vie du roi. Je n'en ai pas d'autre... Je suis une reine consort. Ma raison d'être se résume uniquement en mon action pour le peuple espagnol, mon attachement à la famille royale et à la grandeur de la Couronne... Parce que je suis reine, je ne peux pas me permettre d'être égoïste. Je ne suis pas là pour faire ce qui me plaît, mais pour faire ce qu'il faut pour le bien de tous* » confie-t-elle notamment.

♦ **AUSTRALIE** : Lors de la fête nationale du 26 janvier, le débat sur l'avenir de l'institution royale a été relancé à Sydney - non sans virulence - par le Prix Nobel de Médecine 1996, Peter Doherty, appelant à l'abandon de la monarchie en l'an 2000. Face à la pression des républicains qui se répartissent sur l'ensemble de l'échiquier politique, le Premier ministre australien John Howard - qui ne cache pas ses propres convictions monarchistes - a assuré qu'il tiendrait sa promesse d'organiser une convention nationale sur l'avenir du statut de l'Australie. Dans un premier temps, il s'agit donc de mettre à jour les différents points de vue avant d'envisager l'éventualité d'un référendum. Rien n'est encore gagné pour les républicains, soutenus par l'ancien Premier ministre Paul Keating.

♦ **JORDANIE** : Le prince héritier Hassan, frère du roi Hussein de Jordanie, a effectué en France une visite officielle de trois jours au cours de laquelle il a été reçu par Jacques Chirac, Alain Juppé et Philippe Séguin. Le prince Hassan, connu pour son action en faveur du dialogue inter-religions avait tenu à rencontrer, lors de son passage à Paris, aussi bien le cardinal Jean-Marie Lustiger que des représentants de la communauté juive française.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Le prince Charles d'Angleterre a lancé récemment un cycle de conférences à travers l'Europe afin d'inciter les entreprises à être plus respectueuses de l'environnement et de ne plus faire de la course aux profits leur seul objectif. « *Mon expérience d'entrepreneur (...) montre qu'il est extrêmement fructueux d'impliquer les chefs d'entreprises dans des partenariats avec des organisations non-gouvernementales et des groupes de pression* » a-t-il déclaré, fort de ses activités dans la fabrication des produits biologiques à Highgrove. Réunissant un parterre d'entrepreneurs, le futur roi a annoncé qu'il organisera deux fois par an une conférence de quatre jours afin de promouvoir la création de richesses à partir de ressources renouvelables, en étroite coopération avec les entreprises, les associations de défense de l'environnement et les syndicats.

Souveraineté

Nouvelle Calédonie : quelle indépendance ?

Le « caillou » s'apprête à vivre une étape importante de son histoire. Éloigné des préoccupations quotidiennes de la Métropole, l'ensemble calédonien va pourtant se rappeler à nous d'une manière ou d'une autre.

J e me souviens de ces jeunes kanaks, à Ouvéa, accrochés à leur désir absolu d'indépendance ; l'un d'eux avait connu la prison en France après les « événements » de 1988. La France était à leurs yeux la puissance colonisatrice.

Lifou, un autre univers. Je me souviens aussi très bien de cet homme plus âgé, père de famille, vivant dans le dénuement le plus total. On s'est assis sur son champ, en toute simplicité. Il m'a expliqué que la liberté que certains attendaient, lui il la connaissait tous les jours, qu'il aimait la France...

La dignité du peuple kanak passe-t-elle nécessairement par la reconnaissance de l'indépendance de la Nouvelle Calédonie ? On perçoit d'emblée la complexité de la réponse. Une question aussi cruciale ne peut que trancher à vif dans un ensemble humain hétérogène. Le monde kanak n'est pas unanime. Et il faut compter avec les Caldoches et les nombreuses communautés wallisiennes, tahitiennes, indonésiennes, toutes plus ou moins enracinées dans le grand Nouméa.

Pourtant, l'ensemble des habitants du territoire aura à se prononcer par référendum sur son avenir : demeurer au sein de la République française ou accéder à l'indépendance.

Ce manichéisme, propre de toute procédure référendaire, semble bien poser problème. Les indépendantistes craignent une défaite (1) qui signifierait pour eux un échec durable et

traumatisant, le résultat de ce référendum-là ne pouvant pas être contesté après coup comme le fut celui du 13 septembre 1987. Et tout le monde craint que cette façon de poser le problème fasse renaître des tensions et des affrontements tragiques.

L'idée d'une « solution consensuelle » à proposer au référendum est née du sentiment qu'il fallait éviter la logique de guerre civile et un accord est intervenu en décembre dernier entre indépendantistes et anti-indépendantistes sur l'idée d'un statut de souveraineté partagée, concept qui reste cependant à préciser. Mais Jacques Lafleur pourra-t-il convaincre les uns que le consensus est autre chose que le maintien du statu quo et faire accepter aux autres l'idée qu'une véritable indépendance soit renvoyée aux calendes grecques ?

La difficulté essentielle tient au fait que les habitants de ce territoire ne se pensent pas autrement qu'en termes ethniques distinguant des communautés aux intérêts divergents. Aujourd'hui, tous sont des citoyens français. C'est finalement là leur seul point commun, sous réserve que cela soit vécu comme tel ! De fait, les indépendantistes refusent bien souvent le terme de « calédonien » et leurs symboles sont ceux d'une « Kanaky » terre coutumière de leurs ancêtres. Il y a certes là une mémoire vivante éminemment respectable mais qui ne peut à elle seule symboliser l'identité « calédonienne », multiple, contrastée.

Yann KERGLOFF

(1) N'oublions pas que les kanaks sont minoritaires sur leur terre ancestrale.
(2) Comme l'indique J.-L. Mathieu dans son excellent petit ouvrage « *La Nouvelle Calédonie* » (coll. *Que sais-je ?* n° 2515) « sans l'intervention massive des finances publiques de l'État français, cette façade économique s'effondrerait ».

Perspective

La fonte des neiges

L'Asie centrale et le sous-continent indien vivent au rythme de la fonte des neiges. Après l'hivernage, les multiples conflits latents risquent de se rallumer à moins que des négociations n'aboutissent à une remise en cause de la partition de l'ex-empire des Indes.

D u Tadjikistan à l'Afghanistan et au Cachemire, ou autrement dit, dans les zones montagneuses du Pamir, du Karakorum et de l'Hindou Kouch, les guerres sont incessantes depuis des décennies. Ce ne serait qu'anecdotique si la fin de la guerre froide n'avait été suivie dans ces régions d'une dénucléarisation. Or le ministre principal de l'État indien du Jammu-et-Cachemire vient d'affirmer, sans crainte du ridicule, que l'Inde et le Pakistan n'avaient pas l'intention, selon lui, de recourir au nucléaire sur la question du Cachemire. On n'en attendait pas tant, mais souvent on perd de vue le contexte local. L'Inde et le Pakistan sont appelés des pays du « seuil » capables de développer une puissance atomique. La Chine et la Russie, celle-ci jusqu'à travers la récupération du potentiel au Kazakhstan frontalier, sont parties prenantes aux conflits de cette zone commune lesquels sont d'ailleurs interactifs.

Plusieurs initiatives se liguient pour désamorcer le plus dangereux des trois conflits qui se trouvent être celui du Cachemire. La victoire incontestable obtenue par la ligue islamique de Nawaz Sharif aux récentes élections pakistanaïses, contrairement à certaines apparences, n'est pas un accélérateur du conflit mais pourrait bien ouvrir la voie à

une reprise du dialogue. En effet, contrairement à Mme Benazir Bhutto, dont le parti s'appuyait sur le Sind, province moins concernée par l'Inde, le nouveau Premier ministre a pour base politique Lahore, capitale du Pendjab, province qui fut coupée en deux (une partie au Pakistan, une autre à l'Inde) - comme le furent le Cachemire et, à l'est, le Bengale - au moment de la partition de l'empire des Indes.

Cette partition de l'Empire britannique des Indes, dont on commémore cette année le cinquantenaire, s'est résumée à ces trois provinces. La responsabilité du dernier vice-roi, sacré précisément le 23 mars 1947, Lord Louis Mountbatten, (dont le dernier gouverneur colonial britannique à Hong-Kong se veut aujourd'hui tristement l'émule) est accablante. On commence seulement à la mesurer après tant d'années de révérence et de conformisme. Pressé d'en terminer, il liquida littéralement l'Empire en moins de cinq mois, précipitant l'échéance de l'indépendance au 15 août 1947, alors même que les frontières des deux États successeurs n'avaient pas encore été finalement tracées. Mais c'est aujourd'hui le principe même de la partition qui est remis en cause, Pakistan, Bangladesh et Inde ayant de plus en plus le sentiment d'appartenir à une commune civilisation, au-delà des différences

de religion. Ceci est d'autant plus remarquable que la majorité de la population actuelle n'a pas connu la partition et n'en a même plus le souvenir. Y aurait-il donc quelque chose de supérieur à la distinction religieuse entre hindous et musulmans qui ferait démentir les sombres prédictions de Samuel Huntington, le prophète du « choc des civilisations », quelque chose de transcendant aussi à la théorie des deux nations qui a servi de fondement à la partition ?

L'espoir mis dans l'homme de Lahore se fonde sur un parallèle avec le succès déjà obtenu en décembre avec l'accord entre l'Inde et le Bangladesh sur le partage des eaux du Gange. Dans cet accord le rôle central est revenu au ministre principal de l'État indien du Bengale occidental (Calcutta), depuis toujours communiste, mais pour la première fois depuis l'indépendance membre de la coalition gouvernementale. New Delhi a donc entériné la démarche de son allié régional, contrairement à ce qui se passait au temps de la dictature du parti du Congrès.

L'enjeu est d'importance. A l'Est, les États indiens dits tribaux, situés sur le pourtour compliqué du Bangladesh, sont progressivement déstabilisés par l'immigration musulmane en provenance de celui-ci. L'Inde a intérêt à construire des routes qui traversent le Bangladesh pour désenclaver

ses États coincés entre la Birmanie, les États himalayens et la Chine. Quant à l'Ouest, les routes les plus hautes du monde viennent de remettre en communication l'Asie centrale, ex-soviétique et chinoise, avec le sous-continent indien, Inde et Pakistan. Alors que l'on redoutait la contagion des Afghans aux Kashmiris, ce mélange des influences devrait promouvoir plutôt une voie « médiane » éloignée du fondamentalisme et de l'intégrisme. Le Pakistan pourrait redécouvrir son appartenance à une grande aire de civilisation qui était bel et bien indo-européenne depuis la culture persane, l'héritage moghol, les ethnies turcophones, au milieu du védisme et de l'hindouisme. Les liens avec les monarchies arabes du Golfe s'en trouveraient relativisés.

Les manigances britanniques dont est né le Pakistan - et corrélativement l'Inde - et le modèle politique qu'elles ont véhiculé dans les deux États suscitent aujourd'hui un rejet qui s'est ouvertement manifesté dans les élections. Lors de ces dernières, les médias occidentaux se sont faits les partisans d'un joueur de cricket gendre de James Goldsmith et soutenu par Lady Di, qui n'a finalement obtenu aucun siège. Ces médias n'ont encore une fois rien compris à cette nouvelle quête identitaire d'un des États les plus artificiels du monde comme les Britanniques ont su en concevoir dans l'Histoire (la Jordanie, le Koweït étant d'autres exemples du genre, ainsi que la Palestine inachevée, sans parler de l'Ulster ou de Chypre).

Comme l'Inde connaît une évolution comparable à celle du Pakistan, peut-être ont-ils une chance de se retrouver sous des formes à réinventer au-delà du traumatisme de la partition de 1947.

Yves LA MARCK

N.D.L.R. On lira avec intérêt sur ce sujet le n° 71 de la revue *Hérodote* (4^e trimestre 1993) intitulé « *L'Inde et la question nationale* ». Prix franco : 150 F.

Militant gaulliste depuis l'adolescence, ministre du général de Gaulle puis de Georges

Pompidou, longtemps député et maire de Brive, Jean Charbonnel est l'un des derniers témoins et acteurs du gaullisme de gauche.

A l'occasion de la publication de ses Mémoires, il rappelle les fondements de la pensée et de l'action gaulliennes, et montre comment la réflexion sur l'oeuvre du général de Gaulle peut continuer d'éclairer notre avenir.

Jean Charbonnel

A la gauche du Général

■ **Royaliste :** « *A la gauche du Général* »... Pour quoi ce titre ?

Jean Charbonnel : Dans cet ensemble intellectuel et politique qu'a été le gaullisme du général de Gaulle, un courant auquel j'ai appartenu s'est situé à la gauche du Général. Beaucoup de ses animateurs sont morts (René Capitant et Louis Vallon notamment) et il m'a paru nécessaire de publier mon témoignage. Ceci pour trois raisons : un devoir de mémoire, un devoir de vérité, et aussi un devoir d'action car j'estime que ces « Mémoires » doivent trouver leur prolongement dans une action politique.

Les hommes politiques, même s'ils n'ont pas été au premier rang, doivent dire, pour l'histoire, ce qu'ils ont fait. Comme je suis historien de formation, je suis beaucoup plus sensible que d'autres à cette nécessité. J'ai donc essayé de montrer les valeurs qui ont éclairé et soutenu ma vie, la continuité de mon engagement dans le gaullisme, et aussi le caractère multidimensionnel de mon parcours : pour moi, la politique était en tout, mais elle n'était pas tout. C'est là un des points qui m'a séparé de l'actuel président de la République : le fait de tout consacrer à son ambition me paraît être un amoindrissement, une mutilation de l'homme qui s'engage en politique, même s'il finit par atteindre l'objectif qu'il s'est fixé.

■ **Royaliste :** Ce devoir de mémoire conduit à l'évocation de vos expériences personnelles...

Jean Charbonnel : Évoquant ma vie, j'ai voulu porter témoignage sur mon époque : exprimer, par exemple, ce que pouvait penser pendant l'Occupation un jeune lycéen d'Henri IV, qui voyait ses professeurs partir les uns après les autres en déportation, tandis que certains de leurs collègues, comme Georges Pompidou, demeuraient indifférents à la Résistance, au moins en apparence - ce qui ne m'a pas empêché, par la suite, de porter à celui dont j'ai été le ministre, des sentiments de respect et d'amitié. J'ai souhaité également rappeler que mes camarades et moi nous considérons Jean-Paul Sartre comme un personnage contestable, qui faisait jouer ses pièces avec l'accord de la censure allemande, au moment où plusieurs de nos aînés de la rue d'Ulm tombaient au maquis ou mouraient sous la torture.

Bien entendu, mon témoignage porte à la fois sur mon expérience de ministre du général de Gaulle, puis de Georges Pompidou, et sur les activités de militant gaulliste qui sont les miennes depuis cinquante ans.

■ **Royaliste :** Peut-on se faire l'historien des événements dont on a été l'acteur ?

Jean Charbonnel : Cela ne

va pas sans problèmes, ni quelques contradictions, mais j'ai tenté de porter sur ce que j'ai connu un regard aussi rigoureux que possible. Ainsi, je me suis attaché à une lecture attentive des écrits du général de Gaulle, et ceci avec d'autant plus de soin que beaucoup de hauts personnages évoquent aujourd'hui le message du général de Gaulle sans l'avoir lu de très près. Pour prendre un exemple, j'ai entendu M. Juppé, alors qu'il était ministre du Budget à l'époque de la première cohabitation, affirmer que le général de Gaulle avait déclaré, vers 1947, qu'il dénationaliserait lorsqu'il reviendrait au pouvoir. J'attends encore que M. Juppé me montre le texte...

■ **Royaliste :** Comment avez-vous répondu au devoir de vérité ?

Jean Charbonnel : J'ai essayé de rappeler ce qu'a été la réalité du gaullisme politique, en commençant par souligner ce qu'il n'a pas été : le gaullisme n'a pas été un accident dans l'histoire de France ; ce ne fut pas un nationalisme mais un patriotisme ; ce ne fut pas une mythologie comme le disait François Mitterrand, ni un simple avatar de la droite française, ni une pratique opportuniste du pouvoir - un « pragmatisme » selon le mot trop souvent employé au R.P.R.

Pour moi, le gaullisme politique fut une histoire, un corps

de principes, et une technique de rassemblement des Français.

L'histoire du gaullisme a mis en évidence deux questions décisives. La première, c'est celle de la légitimité : c'est en fonction de la légitimité historique qu'il a incarnée en 1940 que le général de Gaulle a fondé sa légitimité politique ; ce transfert n'allait pas de soi, mais le Général a résolu la difficulté en ressourçant régulièrement son action dans la volonté populaire exprimée lors de l'élection présidentielle et par référendum.

La seconde question, que nous devons nous poser chaque jour, c'est celle de la fidélité dans l'engagement. Cette fidélité excluait qu'on se compromette avec d'anciens collaborateurs (je pense aux liens entre Jacques Chirac et Charles Spinasse, en Corrèze),

et qu'on réclame, tout en se recommandant du gaullisme, certaines réformes - par exemple l'institution d'un régime présidentiel - que le général de Gaulle refusait.

Le gaullisme est aussi un corps de principes. La plupart ne sont pas originaux : les uns viennent de la droite (une certaine idée de l'État, de la nation, de l'ordre), d'autres de la tradition de gauche (la paix, la coopération), ou encore de la tradition catholique sociale (la participation) qui était, comme vous le savez, fortement marquée par le légitimisme. Le général de Gaulle a fait de tous ces éléments une synthèse politique. Et c'est parce que cette synthèse était riche dans son contenu qu'elle est devenue un héritage que nous pouvons proposer aux Français.

■ **Royaliste :** Après la guerre, le rassemblement préconisé par les gaullistes fut-il autre chose qu'un slogan ?

Jean Charbonnel : Il est vrai que l'idée gaullienne du rassemblement est née et a pris toute sa force pendant la guerre, pour la libération de la France. Elle a existé aussi pour la reconstruction du pays, mais il a manqué au général de Gaulle l'expérience d'un Pierre Brossolette et d'un Jean Moulin ; quant au Rassemblement du Peuple Français il est venu trop tard et fut sans doute une erreur, même si beaucoup d'entre nous en ont gardé un souvenir ému. J'ai essayé de montrer que l'idée de rassemblement avait un sens si ce rassemblement se situait au centre de gravité de la politique française : c'est là un des points majeurs (avec la réflexion sur l'État, avec l'idée de la nation) sur lequel le gaullisme rejoint totalement la tradition capétienne.

Pour ma part, j'ai rallié très jeune la tendance de progrès du gaullisme, et les trahisons de la droite qui ont suivi m'ont confirmé dans cette orientation : je pense à Frédéric-Dupont, candidat RPF, qui a été le premier à abandonner le Général, et que j'ai eu la surprise de retrouver au RPR, après un passage au Front national... Mais je n'ai pas caché dans mon livre que le gaullisme de gauche a été un échec. Le général de Gaulle nous a aidés tant qu'il a pu

quand il était là, mais ensuite, nous n'avons pas su inscrire notre courant dans la vie politique nationale.

■ **Royaliste :** Le gaullisme aujourd'hui n'est-il plus qu'une nostalgie ?

Jean Charbonnel : Jacques Chaban-Delmas a été récemment honoré, comme il le mérite, André Malraux est entré au Panthéon et puis, chaque année, les parlementaires du RPR se rendent à Colombey : l'ambiance est en effet commémorative ! Telle n'est pas ma démarche. Après 1969, je me suis demandé si les gaullistes n'allaient pas ressembler aux bonapartistes après Sedan et, avec quelques-uns, j'ai tout fait pour nous éviter cette fin pitoyable. Nous avions songé à ce moment à une candidature de René Capitant, mais il y avait le risque de faire élire Poher. Et Chaban-Delmas, qui était à juste titre présenté comme le futur Premier ministre de Georges Pompidou, m'avait expliqué ce qu'étaient ses objectifs. De fait, la Nouvelle Société a été la dernière occasion où nous avons pu mettre en oeuvre la plupart de nos principes, en réalisant une ouverture vers le centre gauche (avec Jacques Delors et bien d'autres, dont Michel Vauzelle) que Chaban voulait accentuer.

J'ai pensé que je pourrais poursuivre ce combat en entrant au gouvernement en 1972, et j'y suis resté non sans interrogations. J'ai pu mener à bien un certain nombre de projets, dont celui de la fusée Ariane, mais l'affaire Lip m'a montré que la droite dure était toujours là, et qu'elle ne laisserait jamais passer les réformes qui menaçaient les intérêts qu'elle représentait. Puis j'ai tenté de nouer le dialogue avec la gauche. Beaucoup de socialistes étaient intéressés, François Mitterrand lui-même me suggérait de fusionner avec le CERES de Jean-Pierre Chevènement, mais son vieux antigaulisme a repris le dessus et l'accord n'a pu se faire.

■ **Royaliste :** Comment analysez-vous la situation actuelle ?

Jean Charbonnel : Mes amis et moi, nous sommes contraints de constater la nette différence qui sépare le gaullisme gaullien et les pratiques d'aujourd'hui qui se placent

sous l'étiquette néo-gaulliste. Je pense à la confusion actuelle entre l'exécutif et la logique partisane : un Premier ministre qui est en même temps chef de parti, c'est là une chose très grave que jamais de Gaulle (ni d'ailleurs Georges Pompidou) n'aurait tolérée. Le fait de considérer la nation comme une addition de micro-corporatismes est tout à fait contraire à la pensée gaullienne. Le tout-libéral et le conservatisme poujadiste vont à l'encontre du projet gaullien, de ce souci de la grandeur, tellement caricaturé, qui signifiait tout simplement que la France se devait le respect à elle-même. Aujourd'hui, on sacrifie trop volontiers tout grand dessein, toute vision à long terme. On sacrifie l'action à l'agitation. On accepte intégralement le cli-vage droite-gauche au lieu de chercher, au moins sur quelques points, un dépassement du classique affrontement : de ce fait le RPR risque de ne plus être qu'une droite au milieu des autres, entre l'UDF et le Front national.

Compte tenu de ces dérives, j'en viens à me poser de graves questions sur l'avenir : la V^e République peut-elle encore subsister ? L'échec - actuel - du gouvernement ne va-t-il pas mettre en cause le sort de notre régime politique ? En fait, sans nier ces menaces, je crois que le gaullisme peut encore apporter quelque chose à la nation : un esprit de résistance à l'injustice (et à la sottise) ; le souci du long terme, la volonté d'indépendance nationale. Je sais bien que la France d'aujourd'hui n'est plus celle d'il y a trente ans. Mais il faut aussi savoir si l'on se résigne, ou non, à cette situation, si l'on cède, ou non, à l'impérialisme cynique des États-Unis. Et puis, je crois que le gaullisme signifie toujours une volonté de réformes profondes, qui, pour moi, devra tôt ou tard donner naissance à une union débordant les coalitions purement partisans.

Tels sont nos soucis et nos espoirs communs, qui peuvent et qui doivent se retrouver dans une nouvelle forme de rassemblement de salut public.

Propos recueillis par Jacques Blangy

Jean Charbonnel - « A la gauche du Général » - Plon - prix franco : 155 F.

Marxisme

De Michel Clouscard, nous avons conservé le souvenir d'un contradicteur chaleureux, auteur d'un livre, *Le Capitalisme de la séduction* (1), que nous avons apprécié. Ce sociologue engagé nous revient avec un petit livre en forme de manifeste (2), où sont exposées les thèses qui décrivent la lutte des classes et qui s'inspirent ou procèdent de ses métamorphoses.

La démarche est audacieuse, en une époque où la pensée dominante décrète que toute analyse marxiste n'est même plus digne d'être examinée. Car le marxisme est ici revendiqué, mais dans un cheminement critique qui conduit l'auteur à abandonner le concept de dictature du prolétariat.

Les lecteurs de Michel Clouscard verront comment un marxiste de notre temps analyse les logiques d'exploitation, sauve (conceptuellement) la classe ouvrière, se débrouille avec la sempiternelle question des classes moyennes et esquisse un projet autogestionnaire. La nouveauté de ce projet tient à ce qu'il n'évacue pas la question des institutions politiques. Mais Michel Clouscard s'ingénie à renouveler le système représentatif sans poser clairement le principe de l'autonomie de « l'appareil d'État ». Faute de penser l'autonomie du pouvoir politique, c'est le souci de la justice sociale qui est résorbé dans l'administration des choses. Marxistes, encore un effort pour être *res publicains*.

Maria DA SILVA

(1) Editions sociales, 1981.

(2) « *Les métamorphoses de la lutte des classes* » - Ed. Le Temps des Cerises, 1996 - prix franco : 110 F.

L'honneur retrouvé de La Rocque

Voué aux gémonies par l'extrême gauche et l'extrême droite des années trente, le colonel de La Rocque vient être réhabilité au tribunal de l'histoire. Mais qu'elles étaient courtes, les idées de ce patriote sincère.

Ce qui frappe, dans l'histoire du colonel de La Rocque, c'est la haine dont il fut l'objet. Une haine distillée pendant des années, et dont le poison s'est répandu jusqu'à nous. Une haine faite de ragots, de rumeurs, de mensonges, de moqueries, d'insultes, de calomnies de toutes sortes que la presse d'extrême gauche fabriquait ou puisait dans la presse d'extrême droite et réciproquement. Une haine qui rapprochait les ennemis (*L'Action française* et *L'Humanité*) dans un pacte tacite destiné à éliminer le chef des Croix-de-Feu.

« Raccourcir Casimir ! » le mot d'ordre du Front populaire a été concocté dans les bureaux de Charles Maurras qui, pourtant, poursuivait Léon Blum d'une haine avivée par la rage antisémite. Pourquoi La Rocque, et pas un autre, parmi tous les chefs des ligues de droite et les chefs-façons des groupes fascistes ? Jacques Nobécourt (1) le dit bien : parce que le lieutenant-colonel François de La Rocque rassemble sur sa personne tout ce qui caractérise la droite dans les années trente : il est colonel, il est comte, il dirige un mouvement politique formé à partir d'un noyau d'anciens combattants et constitué de gens qui marchent au pas, détestent les communistes, aiment la patrie, et veulent restaurer l'ordre. Pour la gauche, la cible est idéale.

Mais l'extrême droite ? La Rocque est un rival qui a réussi puisque les Croix-de-Feu, et surtout les membres du Parti Social Français qui succède à l'organisation initiale, constituent le plus imposant groupement de droite de l'avant-guerre. Il faut ajouter que « Casimir », malgré la réputation factieuse qu'on lui a faite, est un modéré qui n'est pas modérément de droite mais qui respecte la légalité républicaine. Or, comme on le voit à la même époque en Allemagne, il n'y a rien de pire, aux yeux des extrémistes, que les modérés - surtout lorsqu'ils ont des troupes et une influence électorale grandissante.

Il faut avoir constamment à l'esprit cette haine, ses ingrédients habituels, ses raisons conjoncturelles, lorsqu'on aborde l'histoire du colonel de La Rocque. En bon historien, en vieux routier du journalisme, en homme épris de justice, Jacques Nobécourt a retracé avec une passion minutieuse l'itinéraire de ce soldat, fils de soldat, porté par une immense foule de braves gens de droite dans les années trente, qui fut résistant, déporté en Allemagne et... placé en internement administratif à la Libération sans qu'aucune charge lui soit signifiée. Étonnant destin, que son biographe expose et explique tout en reprenant et en démontant une par une toutes les accusations qui ont été

lancées contre le chef des Croix-de-Feu.

L'enquête est remarquable, et les résultats convaincants : La Rocque n'était pas un « fantôme à vendre », un traître à son camp, ni un factieux, encore moins un fasciste. Alors que ses frères sont au service du comte de Paris, le colonel-comte s'affirme tranquillement républicain, ami et défenseur de l'ordre, hostile au « coup de force » que méditent les ligues d'extrême droite. Son programme, pâlichon, est celui d'une droite traditionaliste qui s'inspire du corporatisme de La Tour du Pin, de l'esprit communautaire très prisé à l'époque et d'un national-catholicisme hostile à tout ce qui est politique. Toute l'ambiguïté du colonel de La Rocque procède de ce dernier point. Mais ce « nationalisme chrétien » n'est pas dépourvu de sens, et l'homme qui a assumé ses difficultés et ses paradoxes est tout à fait respectable.

Jacques BLANGY

(1) Jacques Nobécourt - « *Le colonel de La Rocque* (1885-1946) ou les pièges du nationalisme chrétien » - Fayard, 1996 - prix franco : 250 F.

EN PROMOTION

Histoire des royalistes

de la Libération à nos jours

par Patrick Louis

prix franco 100 F
(au lieu de 160 F)

Pensée unique...

Il paraît qu'à New York on s'inquiète de plus en plus de l'état de cette pauvre France. Par deux fois *Le Monde* a fait écho au constat alarmant de nos amis américains. La France va mal, elle va très mal. Roger Cohen, grand reporter au *New York Times*, vient de dresser dans une page entière de son journal un tableau de notre pays, aux couleurs les plus sombres : « *Comment faire le saut dans l'ère de l'Internet tout en restant français ? La crise est une crise d'identité politique et culturelle. Les réformes de marché, la panacée mondiale laissent les Français froids. Un appétit de grandeur, sorte de réconciliation de la poésie et de la politique, persiste. Dans le débat qui s'amorce entre les partisans d'un marché global sans entraves et ceux qui estiment qu'il aggrave l'injustice sociale, la France a tendance à s'identifier aux critiques de la mondialisation. De plus en plus, elle associe l'État-providence à sa propre identité* ». Comme si cela ne suffisait pas, nous apprenons le lendemain grâce à la diligence de notre même quotidien de référence que la France vue d'Amérique constituerait « *le Titanic des entrepreneurs* ». On ne saurait être plus aimable. Il est vrai que dans le style vachard, c'est à qui trouvera la meilleure expression : « *L'impression de vivre dans un musée est de plus en plus tangible* ».

Pourquoi la France ? Serait-elle la seule en Europe à souffrir de cette crise d'inadaptation au changement ? Il le semble bien. Tous ses partenaires sont crédités, par nos observateurs d'outre-Atlantique d'une énergie qui nous ferait défaut : « *Aller à Londres ou à Berlin aujourd'hui c'est sentir à quel point Paris est à plat, sans énergie* ». Mais la merveille des merveilles, ce serait encore l'Italie. Songez : un pays sans État ! « *La faiblesse de ses gouvernements, ses épidémies d'évasion fiscale, le penchant des Italiens à contourner l'État, sont devenus des atouts en cette ère de mondialisation où, comme ils disent, ce ne sont plus les gros qui mangent les petits, mais les rapides qui mangent les lents* ».

Une façon aussi unilatérale de régler ses comptes aux Français est tout de même assez étonnante. On a beau nous dire que les Américains ne font pas de leur propre système une panacée, on se pose quand même des questions en analysant leur réquisitoire contre nous : « *La France est à la croisée des chemins. Intégration dans l'OTAN ou maintien d'un statut français unique ? Véritable réforme du marché ou préservation du modèle centralisé et étatique ? L'Amérique est-elle un allié solide ou le pourvoyeur menaçant d'une culture globale uniformisante ? Une monnaie européenne et un réel engagement à construire les États-Unis d'Europe ou bien les tentations du nationalisme du Front national ?* ».

Passons rapidement sur les étranges oublis de nos détracteurs. Ont-ils seulement entendu parler de ce qui se passait en Allemagne ? Mesurent-ils ce que cela signifie pour ce pays que le record historique de chômeurs ait été dépassé ? Et que, pour reprendre les critères infaillibles du

libéralisme mondialisé, les salaires y sont « prohibitifs » entraînant un manque de compétitivité « alarmant ». Négligons aussi le fait que la politique du chancelier Kohl à l'égard des immigrés correspond dans les faits à celle que préconise chez nous le Front national, et sans susciter les protestations d'une intelligentsia à la française (est-ce que nos bizarreries germano-pratines auraient quand même du bon ?). Ne parlons pas du merveilleux modèle anglais, hérité de Mme Thatcher, et des recettes infaillibles pour fabriquer des emplois flexibles.

La vraie question à poser - mais la réponse s'impose d'elle-même - n'est-elle pas de savoir ce que nos « amis » américains souhaitent pour nous ? D'évidence que nous leur ressemblions de plus en plus, que nous abandonnions nos originalités, notre État providence, notre système de protection sociale, notre culture, que nous réintégrions au plus vite l'OTAN, que nous construisions des États-Unis d'Europe sur leur modèle à eux, etc. Tout cela est transparent dans leurs critiques et cela correspond d'ailleurs à l'idéologie conforme à laquelle tous sont sommés d'acquiescer.

A ce propos, le récit fait du dernier sommet de Davos toujours dans notre quotidien de référence était - volontairement ? - désopilant. Nous y apprenions les états d'âme d'un grand patron français rêvant à haute voix. Ah ! si l'Europe était enfin l'Amérique. Ah ! si elle n'était plus qu'un unique marché de consommateurs. Ah ! si tous les Européens se mettaient enfin à parler la même langue. L'anglais, évidemment. Ce que ce serait formidable. Non, notre classe dirigeante n'est pas seulement formée de technocrates planificateurs, qui ne sont jamais sortis des cadres intellectuels de la reconstruction d'après-guerre. Elle est ouverte à la mondialisation et prête à passer le bulldozer sur tout ce qui dépasse pour unifier le marché. Amis américains, vous êtes pessimistes. Nos bizarreries vous donnent le change mais sur le fond les gens éclairés de chez nous vous rejoignent.

Mais tant de méchancetés, de commisération et d'étonnement feints provoquent le soupçon. Nos amis auraient-ils si bonne conscience que cela, seraient-ils si persuadés de leur supériorité absolue ? Notre journal de référence met le bémol de bon ton : « *Pour autant, la presse américaine n'est pas persuadée que la panacée économique et sociale existe aux États-Unis ; elle s'est fait longuement l'écho, l'an dernier, des drames du downsizing (la réduction des effectifs dans les grandes entreprises) ou des inégalités de revenus et continue à disséquer sans complaisance les déchirures de la société américaine* ». Tiens, tiens. Mais alors, nous aussi pourrions être autorisés à critiquer le mirifique modèle, nous demander pourquoi dans un pays aussi riche une misère de style tiers-monde est si facilement acceptée, nous interroger sur la pérennité des emplois créés et sur la fragilité d'un tissu social soumis aux seuls critères de la compétitivité et de la flexibilité.

Sans doute, n'avons-nous pas toutes les recettes ou les méthodes aptes à répondre aux défis de la mondialisation. Mais qui les a ? Qui est certain de maîtriser tous les mécanismes d'un processus qui ne paraît simple qu'à tous ceux qui ont un mépris de fer pour la diversité et la complexité humaine ? Cette pseudo-ouverture à la planète entière cache une rare indifférence aux souffrances réelles des hommes. A moins que la révolte des travailleurs sud-coréens ne vienne mettre la poisse dans le bel univers où Bill Gates surfe si superbement. Nos libéraux, si sûrs d'eux-mêmes depuis qu'ils sont libérés de l'hypothèque totalitaire, devraient faire attention. Là où ils ne voient qu'un marché à libérer, ils pourraient bien y avoir un terrain miné qui finirait par leur exploser à la figure.

par Gérard Leclerc



De l'oeillet vert à la prison

Le très beau livre de Jean-Marc Varaut, *Les Procès d'Oscar Wilde*, nous permet d'appréhender la tragédie vécue par l'auteur de *La Ballade de la geôle de Reading* et d'en percevoir tous les épisodes et tous les rouages.

« *Inventer, étonner, stupéfier* », ces trois mots avec lesquels Jean-Marc Varaut définit « une seconde nature de Wilde » et ce paradoxe « *La nature imite l'art* » qu'il lui prête, sont bien représentatifs de la vie qu'il mena entre 1881 et 1895.

La première de ces deux années est celle du mariage, à vingt-sept ans, avec Constance, la seconde celle du premier procès, intenté follement par Wilde à Lord Queensberry, le père de son amant, qui l'a accusé de « poser au pédéraste ».

C'est un homme continuellement en représentation - pas uniquement aux premières de ses pièces - que Jean-Marc Varaut campe dans son premier chapitre intitulé « L'oeillet vert » du nom de celui que portait Wilde au revers de son habit.

Les cinq autres chapitres nous font vivre la marche inexorable de Wilde vers la prison, la punition, la mort : de l'écrivain à la mode et de l'homme du monde d'abord, puis de l'homme devenu nu, trois ans et demi après sa sortie de prison, sans que la société victorienne lui ait fait grâce d'un seul jour.

Jean-Marc Varaut relate les trois procès - les deux derniers intentés cette fois-ci à Wilde - qui se succèdent du 3 avril au 25 mai 1895, nous y faisant participer avec une émotion retenue. Celle-ci sous-tend le récit jusqu'à la conclusion : une condamna-

tion à deux années d'emprisonnement avec travaux forcés.

Les minutes du procès, des lettres d'Oscar à Bosie (Lord Alfred Douglas par qui le scandale est arrivé) et quelques autres forment la trame du récit mené de main de maître par l'auteur qui nous éclaire aussi sur les conditions inhumaines d'emprisonnement de l'époque.

Le final qui amènera Wilde à la mort, à Paris, le 30 novembre 1900 nous donnera deux chefs d'oeuvre, le *De profundis* et *La Ballade de la geôle de Reading*. Signalons une petite erreur commise par l'auteur : Robert Brasillach ne repose pas au Père Lachaise comme Wilde mais dans ce petit cimetière situé à l'ombre de l'église Saint-Germain de Charonne.

La conclusion est bien donnée par les mots, que rapporte Jean-Marc Varaut, prononcés le 16 octobre 1954 à l'occasion de l'apposition d'une plaque sur la maison du poète, à Chelsea, par Housmann, son principal auditeur à Paris :

« *En écrivant La Ballade de la geôle de Reading, il n'a pas seulement donné au monde un beau poème, mais aussi une très nécessaire leçon de bonne volonté, de pitié, d'indulgence et de compréhension pour les déçus et les proscrits* ».

René CHAMINADE

Jean-Marc Varaut - « Les procès d'Oscar Wilde » - Perrin - prix franco : 145 F.

Parler vrai

Vous avez raté les émissions volatiles consacrées l'automne dernier par Claude Hagège à l'histoire de notre langue sur la Cinquième ? Consolerez-vous, les textes de ces émissions font l'objet d'un recueil où l'on retrouve intacts la verve et le style précieux du linguiste.

Claude Hagège retrace les événements qui ont marqué l'histoire de notre langue depuis les serments de Strasbourg (842), sa première attestation officielle, jusqu'à la loi Toubon (1994), en passant par l'ordonnance de Villers-Cotterêts (1539) et la création de l'Académie française (1634). On y découvre une vision politique de la langue et de ses enjeux, les décisions linguistiques étant avant tout des actes d'autorité. Longtemps, le pouvoir a entretenu des relations ambiguës avec les parlers locaux qui pouvaient apparaître comme des obstacles à l'unité du pays. A cet égard, la Révolution a renforcé le français comme langue nationale à la fois par jacobinisme et pour disposer d'un vecteur unique de propagation de ses idées. Plus récemment, alors que la question des langues intérieures est réglée (elles ne menacent plus l'unité nationale et peuvent donc être encouragées sans grand risque), ce sont les langues extérieures qui menacent la nôtre, à commencer par l'anglais, particulièrement soutenu par les autorités américaines qui ont compris depuis longtemps l'intérêt qu'il y avait à profiter de l'hégémonie de leur monnaie, de leur langue et de leur mode vie.

Christian MORY
Claude Hagège - « Le français, histoire d'un combat » - Éditions Michel Hagège - prix franco : 115 F.

Faire appel à notre service librairie pour tous vos achats de livres c'est :
- l'assurance d'être servi vite et bien,
- une façon efficace de nous aider.

S'il paraît illusoire d'espérer voir le français retrouver la

place privilégiée qu'il occupait aux XVIII^e et XIX^e siècles (c'était la langue de la diplomatie et de l'élite), la carte à jouer serait désormais celle d'une autre façon de dire et de penser le monde. « *Revenir à la langue française comme une langue riche, moderne et efficace, telle est la clé d'une action en faveur de son rayonnement dans le monde de demain. Tel est, aussi, le moyen de témoigner en faveur de toutes les autres langues* », écrit Claude Hagège. Le français, après avoir propagé dans le monde entier des idées devenues universelles (droits de l'homme, idées philosophiques), serait maintenant le moyen de s'opposer à la pensée unique américaine.

Un nouveau "Cité" !

Cité

REGARDS

SUR LE

RELIGIEUX

SOMMAIRE

- ♦ Editorial
- ♦ Dossier : Regards sur le religieux
- ♦ L'orthodoxie : Entretien avec Gabriel Matzneff
- ♦ Pour un Islam en France
- ♦ Les avatars de la question juive
- ♦ Séfarades et Ashkénazes : le dialogue imparfait
- ♦ Regard sur un christianisme - Entretien avec Patrick Cariou, ministre du culte Témoin de Jéhovah

Magazine

- ♦ Saint Louis : Entretien avec Jacques Le Goff
- ♦ A propos du Ruanda : la réaction du Dr Gakuba

Bulletin de commande ou d'abonnement à retourner à "Cité"

NOM/Prénom :

Adresse :

☐ commande le numéro 29 de Cité (40 F franco).

☐ s'abonne à Cité pour 4 numéros (140 F) à partir du n° 29.

Règlement à l'ordre de "Cité"
17, rue des Petits-Champs
75001 Paris

CONGRES

Le Congrès des adhérents de la NAR se tiendra à Paris les **samedi 8 et dimanche 9 mars** prochains. Rappelons que le Congrès est ouvert à tous les adhérents mais aux adhérents seulement. Ceux de nos lecteurs qui souhaiteraient participer au Congrès sont donc invités à « prendre leur carte » (la documentation sur l'adhésion à la NAR vous sera envoyée sur simple appel téléphonique au 01.42.97.42.57).

Réduction SNCF : tous les congressistes bénéficieront d'une remise de 20 % sur le prix des billets. Rappelons également qu'en réservant les billets dès maintenant, il est possible de bénéficier de tarifs "joker" particulièrement avantageux.

CARTES

Les cartes d'adhérents pour 1997 sont en cours de fabrication. Elles seront automatiquement envoyées aux adhérents à jour de leur cotisation, d'ici la fin du mois.

AUTOCOLLANT

Réagissons contre les lois xénophobes !

Contre le projet de loi durcissant les « lois Pasqua » : notre autocollant « **NON aux lois xénophobes** ».

Autocollant rond (64 mm) de couleur vive fluo, très visible. Vendu par planche de 12.

La planche : 7 F franco, à partir de 3 planches : 4 F franco la planche, à partir de 15 planches : 3 F franco la planche.

Autres modèles (on peut panacher les commandes) :

- Autocollant rond « *UN ROI, pourquoi pas ?* » vendu par planche de 12 (même tarif que ci-dessus).

- Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) publicitaire pour *Royaliste*, vendu par planche de 24 (même tarif que ci-dessus).

ADHÉRER A LA N.A.R. c'est manifester votre accord, c'est nous apporter votre soutien, c'est nous donner les moyens financiers nécessaires.

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 27 F).

● **Mercredi 26 février** : L'unité de la nation française est-elle en danger ? La réponse est hélas positive : au terrorisme corse, s'ajoutent des tensions moins spectaculaires, mais néanmoins très sérieuses qui affectent l'Alsace, le Midi de la France et, plus généralement, les milieux qui subissent la logique de l'exclusion. Pour comprendre la nature et la gravité des « **périls géopolitiques** » qui existent en France, nous accueillerons à nouveau **Yves LACOSTE**, qui nous présentera le numéro que la revue *Hérodote*, dont il est le directeur, a consacré à cette grave question.

● **Mercredi 12 mars** : Longtemps, la nature monarchique et royale de nombreuses démocraties européennes demeura un fait négligé par la plupart des juristes. Ils en viennent maintenant à une meilleure appréciation des réalités institutionnelles. En témoigne le récent numéro que *Pouvoirs*, revue d'études constitutionnelles et politiques, a consacré aux monarchies. Qu'il s'agisse des relations entre monarchie et démocratie, de la fonction royale ou des monarchies républicaines, les contributions des différents auteurs, français et étrangers, sont passionnantes. **Philippe ARDANT**, co-directeur de *Pouvoirs*, nous présentera « **Les monarchies dans l'Europe contemporaine** », dans leur diversité et dans leur permanence.

● **Mercredi 5 mars** : **ATTENTION : Exceptionnellement la réunion commencera à 20 h 30.**

A l'écart de l'agitation médiatique et des fausses gloires qui se produisent sur l'avant-scène, **Cornélius CASTORIADIS** édifie depuis plusieurs décennies une

8 et 9 mars : CONGRÈS DE LA N.A.R.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :
« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Face à l'impérialisme américain

En gros titres bien gras, la presse quotidienne nous informe régulièrement des excellentes nouvelles qui parviennent des États-Unis. Les chiffres prouvent en effet l'éclatante santé de l'économie américaine : croissance forte (4,7 % au dernier trimestre de 1996), inflation faible (1,4 % par an), augmentation des exportations (+ 25 %), situation proche du plein emploi (taux de chômage de 5,4 % en décembre dernier), dollar en hausse (signe de confiance) et euphorie des marchés financiers.

Ces magnifiques résultats semblent marquer la déroute théorique et pratique, complète et définitive, de tous ceux qui, comme nous, dénoncent l'idéologie du marché et les ravages de l'ultralibéralisme. Faut-il faire amende honorable ? Assurément non, pour deux séries de raisons qui invalident les succès de l'ultralibéralisme, et qui empêchent de faire des États-Unis un modèle pour le monde :

- les succès chiffrés font négliger d'autres données : l'économie de marché est « régulée » par une impitoyable répression judiciaire et par un emprisonnement de masse qui touche la population pauvre et plus particulièrement les Noirs (1) ; la prospérité statistique néglige les quarante millions d'Américains qui vivent sans assurance maladie, et les innombrables salariés si mal payés qu'ils ne peuvent échapper à la misère. A quoi il faut ajouter l'extrême fragilité de toute spéculation boursière, fondée sur un mimétisme qui échappe à tout calcul et à toute raison, et qui conduira un jour

ou l'autre à une désastreuse panique.

- la puissance de l'économie américaine ne résulte pas de la bienfaisante spontanéité des mécanismes du marché, mais de la nature politique des États-Unis, qui constituent une « République impériale » dotée des instruments militaires, culturels et monétaires qui permettent de cumuler les effets de la dynamique économique interne et les avantages de la domina-



tion mondiale. Cette volonté de puissance impériale est d'autant plus impressionnante qu'elle ne rencontre plus d'obstacle majeur depuis que l'Union soviétique s'est effondrée.

D'où l'arrogance des entrepreneurs américains réunis à Davos, à la fois risible et exaspérante, mais qui a au moins l'avantage de révéler aux naïfs la réalité de la « mondialisation » : non pas un marché planétaire en voie de constitution, mais la logique d'un empire qui a effectivement les moyens d'assurer son hégémonie.

Face à cette tentative hégémonique, qui n'est pas plus inéluctable que la victoire, mille fois

claironnée naguère, de l'empire soviétique, il est vain de croire qu'on pourra reproduire le modèle dominant, participer à la volonté de puissance impérialiste pour en tirer quelque profit, et reprendre des techniques de gestion dont l'efficacité conjoncturelle, toute relative, est obtenue par le sacrifice du bien-être de plusieurs dizaines de millions de citoyens.

Entre la logique impériale, qui pousse à la domination du monde par l'asservissement des peuples, et l'affirmation nationale, qui est la condition première de la justice et de la liberté pour une collectivité historique définie, il y a une contradiction majeure qui est la source d'inévitables confrontations. C'est dire que nous n'avons d'autre choix qu'entre la résistance et la soumission.

Nul n'ignore que la vocation millénaire de la France est dans la résistance, qui n'a cessé de déterminer sa stratégie et ses alliances. Or dans tous les domaines, et sous couvert de fermes propos, nous nous laissons aller à la soumission. Il est aberrant de suspendre la croissance de l'économie française au cours du dollar, comme on le fait actuellement. Il est scandaleux d'importer du monde anglo-saxon des recettes de flexibilité qui créent, aux États-Unis et en Grande-Bretagne comme en France, une insupportable misère. Il est inacceptable de reconnaître la suprématie des États-Unis en matière de défense, alors que nous avons les moyens de notre indépendance et la possibilité de jouer un rôle décisif sur le continent européen tout particulièrement.

Rien ne nous contraint à ces abandons : dans le domaine intérieur comme sur la scène internationale, c'est notre volonté politique qui est dramatiquement défailante.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. Edward Behr, *Une Amérique qui fait peur*, Plon, 1995 et notre entretien avec l'auteur dans notre n° 655.